POUR DÉFENDRE L'HÔPITAL ET LA SANTÉ BATTRE MACRON DANS LES URNES, PRÉPARER DES AUJOURD'HUI LES MOBILISATIONS

NPA

sante-secu-social.npa2009.org — Juin 2022

CETTE FOIS LA CATASTROPHE EST LÀ.

Dans les hôpitaux, partout en France, l'été est annoncé comme catastrophique. En réalité, la catastrophe a déjà commencé. 120 services d'urgence ne parviennent plus à fonctionner temporairement ou définitivement faute de personnel. De grandes villes comme Orléans, (en grève depuis plusieurs semaines), Bordeaux ou Rouen, ce sont les urgences des CHU qui ne parviennent plus à répondre. **Ce sont en fait tous les services qui connaissent la pénurie.** Faute de personnel les lits sont fermés. Impossible de reporter les congés d'équipes épuisées. Mais impossible aussi de faire fonctionner des services sans personnel. Les patients restent aux urgences, parce qu'on ne peut leur trouver un lit ailleurs ! Des fermetures estivales « inopinées » sont également annoncées dans les maternités.

FACE AU DÉSASTRE, MACRON NOMME… UNE COMMISSION

Face à la situation, Macron a dû sortir du silence. Il a effectué le 31 mai un déplacement avec la première ministre à l'hôpital de Cherbourg. Sa seule annonce a été la création d'une « mission flash » présidée par le Dr François Braun, président de « Samu-Urgences France », mais aussi, principal conseiller santé du président, pendant sa campagne électorale. Cette mission rendra son rapport dans un mois, elle sert uniquement à gagner du temps, et passer la séquence des élections législative qui s'annonce plus difficiles que prévu pour la Macronie. Une majorité à la botte du président une fois élue, il sera bien temps d'annoncer des mesurettes de dernière minute pour essayer de passer l'été, sans aucun rapport avec l'urgence et la gravité de la situation.

UN RISQUE D'EFFONDREMENT

La catastrophe hospitalière est accompagnée de l'extension des «déserts médicaux. Elle n'a rien d'un accident imprévisible. C'est le résultat direct d'années de politiques d'austérité et de privatisation des gouvernements successifs. Macron a encore aggravé la situation avant et depuis l'épidémie de Covid. Le Ségur de la santé, s'il a un peu desserré la vis sur les rémunérations n'a rien changé sur le fond. Après des années d'érosion c'est maintenant l'effondrement du système hospitalier qui menace.

LES MESURES À PRENDRE SONT POURTANT CONNUES

Elles sont revendiquées depuis des années par les personnels et les défenseurs de l'hôpital public :

• plans de formations et d'embauche massif : création de 100 000 emplois hospitaliers.

Immédiatement il est possible de faire revenir à l'Hôpital les professionnels qui l'ont quitté par :

• l'augmentation des rémunérations à la hauteur des qualifications et des responsabilités,
• la mise en stage immédiate et titularisation sous statut de la fonction publique des personnels recrutés,
• l'amélioration des conditions de travail,
• la fin des méthodes déshumanisantes de gestion du privé appliquées à l'hôpital

Ces mesures doivent s'accompagner de la création d'un service public de santé hors l'hôpital sur tout le territoire (centres de santé publics et gratuits). Ce ne sont pas non plus des médecins libéraux, eux aussi en nombre insuffisants qui peuvent être la solution.

UNE PASSE DANGEREUSE POUR L'HÔPITAL ET LE DROIT À LA SANTÉ

Pour réaliser ces projets la santé doit devenir une priorité avec les budgets correspondants, ce qu'elle n'est pas.

Mais Macron n'a pas plus envie d'aller dans cette direction aujourd'hui qu'hier. Avec ce deuxième quinquennat : sous couvert de « territorialisation » du système de santé il veut ramener le service public à un dispositif minimum pour les plus pauvres, bricoler des dispositifs locaux à bas coût, pour assurer un simple filet de sécurité pour l'accès aux soins, et progressivement réserver les meilleurs soins à celles et ceux qui pourrons les payer. Ce basculement s'accompagne du désengagement de la Sécurité sociale, au profit des assurances « complémentaires » privées dont les tarifs ne cessent d'augmenter.

Le risque d'effondrement de l'hôpital existe aujourd'hui, et il ne faut pas se le cacher, il sera exploité par la Macronie pour imposer ses projets. Ils cherchent seulement à éviter que la «casse» ne soit trop visible et trop meurtrière, et ne suscite l'indignation générale et la mobilisation. Tel est le but des propositions que doit faire la « mission flash » : poser quelques sparadraps sur le début de gangrène.

Nous entrons dans une passe dangereuse pour l'hôpital et le droit à la santé. Au moment ou Macron réélu s'apprête à frapper, les personnels hospitaliers, épuisés par les deux années de lutte contre le Covid, écoeurés de n'être pas entendus, sont sur la défensive. Le manque de perspective données par les fédérations syndicales et les collectifs n'aident pas à combattre la résignation : faute d'une vraie préparation unitaire et dynamique , la journée du 7 juin n'a pas été à la hauteur. La situation est pourtant trop grave pour baisser les bras
La destruction en cours du système de santé, (comme celle du système éducatif), ne serait pas seulement un recul social, c'est le type même de société dans laquelle nous vivons qui est en jeu.

Ce qui est à l'ordre du jour c'est la nécessité immédiate de battre dans les urnes, à l'occasion des élections législatives, la macronie, la droite, l'extrême droite et les sociaux libéraux en votant pour les candidats de la NUPES (ou pour des candidatures de rupture auxquelles participe le NPA quand la NUPES est représentée par d'anciens PS ou macronistes)
Mais il s'agit surtout dés aujourd'hui de préparer les combats sociaux inévitables et indispensables pour changer le cours des choses, de redonner confiance, de construire les outils unitaires de mobilisation pour préparer les luttes à venir, et de les coordonner pour mettre en échec les projets prêts à sortir des cartons du 2ème quinquennat de Macron.